

Une expérience partagée par dix départements en France est menée dans l'académie auprès d'élèves en difficulté

La classe à deux instits pour contrer l'échec scolaire

Par Philippe Wallez
pwallez@laprovence-presse.fr

Une carte de la Grande Comore, dessinée d'une main d'enfant, est placardée à l'entrée du bureau du directeur. L'école primaire Veysière 1, dans le 14e arrondissement de Marseille est une île. Comorien, turc, kurde, arabe, les langues d'origine ont un dénominateur commun. "Ici, ils sont tous Français", dit un instit. Pourtant l'idéal de l'école républicaine cache mal les abysses du quotidien. Dans une classe de CP, 18 élèves tentent de faire avancer Gribouille, le chien qui va chercher son os. L'exercice de maths du jour. Sur le tableau, un rectangle quadrillé et un stock de carrés de couleur jaune et bleue permettent aux enfants de travailler les premiers calculs, la première géométrie. Je prends un carré jaune, je fais monter ou descendre le chien, avec un bleu il va à droite ou à gauche. Une fois le stock écoulé, il faudra calculer de combien de carrés supplémentaires j'ai besoin pour que le canidé trouve sa pitance. Un petit jeu pédagogique pas évident quand on vient d'une autre île. Un élève cherche sa droite, l'autre n'a pas compris la consigne, le dernier se fout de ce qui peut arriver à Gribouille et rêve.

Le matin, une première approche avait révélé que certains ne s'en sortaient pas. Au cours du déjeuner pris en commun à la cantine, Anne-Catherine Chataignier, la maîtresse en charge de la classe, et Frédéric Bertet, avaient décidé de la stratégie pédagogique. Frédéric est le maître supplémen-



Frédéric Berthet (premier plan) dans la classe de l'école primaire Veysière à Marseille : "Cette expérience doit être maintenue et étendue. Nous y croyons"

taire. Enseignant chevronné, il tourne sur 4 classes du cycle 2 (grande section maternelle, CP, CE 1). Le moment charnière du cursus, le virage qui, manqué, peut conduire dans le fossé cette population d'enfants fragiles, issus d'une immigration parfois récente. Quelques heures plus tôt, dans une grande surface proche, une jeune fille à peine scolarisée en 6e avait, devant nous, gratté un jeu puis demandé, incapable de lire, à la caissière de lui dire si elle avait gagné.

En septembre, un rapport du Haut conseil à l'éducation faisait état de 15 % des élèves incapables de compter, lire et écrire. L'enjeu est

lourd, plombé dans quelques poches de l'académie Aix-Marseille. Le ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, devrait faire cette semaine des propositions sur plusieurs aspects au primaire. Dans la classe de CP, pendant dix minutes, les deux instits se relayant présentent le problème, puis Frédéric prend à part cinq gamins qui ne suivent pas. Un espace de soutien, au fond, a été aménagé. Avant la récréation, Gribouille trouvera son os. L'insti partira faire écrire des CE1.

« Les enfants restent ainsi dans la classe, ils n'ont rien perdu. Dans d'autres formules de soutien, on les sort », explique Anne-

Catherine. "C'est vrai, il y a un profil particulier pour ce poste, la capacité à s'adapter, souligne Frédéric. Une autre façon de travailler. "Il fut un temps où envisager qu'un autre enseignant puisse venir dans la classe était inimaginable", explique le recteur Jean-Paul de Gaudemar. "Je ne me sens pas dépossédé de ma classe, je connais tous les gamins, j'ai la même satisfaction quand ils progressent", assure Frédéric Bertet.

"Car ça marche", assure Daniel Tristani, le directeur de l'école. Les évaluations sont des tests nationaux et départementaux subis régulièrement par les élèves

« TEAM TEACHING »

D'autres pays pratiquent cette pédagogie en duo. Les spécialistes américains des sciences de l'éducation lui ont donné un nom: team teaching, enseigner en équipe. Cette technique s'intègre souvent dans la philosophie de inclusive programming dont le but est d'intégrer des élèves handicapés ou différents. Une des expériences les plus intéressantes, par exemple en Californie ou à New York, concerne souvent dès le CP (First grade) des enfants issus de l'immigration "latina", venant des pays d'Amérique centrale ou du Sud. L'idée est d'associer deux enseignants, l'un faisant le cours en anglais, l'autre, maîtrisant l'espagnol traduit si besoin et devient le professeur principal quand le cours passe en espagnol car il s'agit de former des élèves bilingues.

pour mesurer ou ils en sont. "L'an passé, nous avons ainsi mesuré qu'une classe qui avait bénéficié d'un maître supplémentaire était passée de 44 % d'enfants en difficulté à mi-CP à 27 % en fin de CE1". Les indices objectifs de satisfaction sont tous élevés pour les 48 instits qui fonctionnent ainsi dans les Bouches-du-Rhône, les 4 du Vaucluse. Fédérations de parents d'élèves, syndicats d'enseignants, administration sont unanimes dans le soutien. Ce qui les divise c'est de savoir dans quelle mesure le dispositif peut être étendu (lire ci-dessous). ■



À l'école Saint-Jean à Avignon, les élèves sont classés en "groupes de besoin" suivis par la maîtresse supplémen-taire. L'évaluation CE2 en septembre 2006 a montré une progression. / PHOTO JÉRÔME REY

Quel Avenir

Moins d'élèves actuellement en primaire

Syndicats et fédérations de parents d'élèves demandent la pérennisation voire l'extension. Est-ce possible?

Dans quelle mesure peut-on généraliser ce dispositif ? L'école de Saint-Jean est située non loin des remparts d'Avignon. Un établissement classé ni en Zep ni en zone violente. Mais la direction a produit des statistiques attestant que la population accueillie était finalement "assez semblable à celle des Zep". Un maître supplémentaire a été accordé. Le SNUipp, syndicat majoritaire de maîtres, demande que les renforts soient utilisés surtout en éducation prioritaire. "On a donné le feu vert à tout établissement demandeur ayant plus de 18 élèves en difficulté, Zep ou non. L'accent a été mis sur le cycle 2, c'est une tranche d'âge où il suffit de donner un coup de pouce pour qu'ils basculent dans la catégorie des lecteurs", annonce Alain Yaiche, inspecteur d'académie adjoint des Bouches-du-Rhône. Dans ce département, les leaders syndicaux relèvent "l'engagement personnel" de l'inspecteur d'académie Gérard Trève, avec lequel ils ne sont pourtant pas toujours d'accord. Dans la

foulée du Plan de prévention de l'illettrisme (juin 2002), l'inspecteur avait pris sur l'enveloppe que le rectorat distribue à chaque département en terme de postes pour mener cette politique d'enseignants supplémentaires, l'opération étant nommée Projet d'amélioration des résultats des élèves (Pare devant Contrat et Care dans le Vaucluse). Dans le 13, le nombre est passé de 20 au cours de la première année à 48 pour cette 3e année (dont la moitié à Marseille). Selon la FSU, une dizaine de départements français seulement fonctionnent avec ce dispositif. "Difficile pourtant de penser à la généralisation, ne serait-ce que pour des raisons budgétaires", souligne le recteur de Gaudemar. Le nombre d'enfants du primaire stagne. "Et puis, il faut vraiment des enseignants motivés", complète M. Trève, qui prévient: "Pas d'améliorations aux évaluations, plus de maître Pare". Pas forcément d'accord sur ce principe, le SNUipp et l'Unsa demandent le maintien, pas assuré, de l'opération pour les années à venir. Les deux fédérations de parents d'élèves (FCPE et Peep) aussi. ■